

Euro : le futur antérieur d'une illusion ?

La crise qui frappe la monnaie unique européenne pousse les économistes à pronostiquer sa fin prochaine et Nicolas Dupont-Aignan à demander la sortie de l'euro.



Il y a un an presque jour pour jour, à l'invitation de la fondation Res Publica, présidée par Jean-Pierre Chevènement, quelques auditeurs étaient réunis à la Maison de la chimie pour un [débat](#) autour de Christian Saint-Étienne et de son dernier ouvrage au titre provocateur : *La Fin de l'euro* (Bourin éditeur). Autour de la table, du beau monde [1] pour auditionner l'économiste, qui est aussi professeur à Paris-Dauphine et membre du Conseil d'analyse économique.

L'euro serait donc mortel ? Pour nous le rappeler, alors que la monnaie unique européenne fête ses dix années d'existence, qu'elle est entrée dans les habitudes, l'économiste Christian Saint-Étienne replace devant nous les constats et les raisons que nous avons nous-mêmes pourtant adoptés, compris, intégrés, défendus jusqu'à refuser le traité de Maëstricht.

Amère satisfaction : il valide *a posteriori* les observations que, à l'époque, les lucides avaient formulées sans pouvoir, hélas, prendre le dessus sur les idéologues. À la lumière de l'évolution de la zone euro à l'épreuve de la croissance des années 2000 et de la crise récente, il établit en effet que les déséquilibres au sein de la zone euro la placent dans un état de fragilité tel qu'un choc économique surajouté à la crise actuelle aurait toutes les chances de lui être fatal. Est-il besoin de rappeler la teneur de faits ? les vices congénitaux de la monnaie unique ? de redire que la zone euro n'est pas une zone monétaire optimale ? que l'Union européenne n'a plus les moyens de subventionner le rattrapage économique des pays les moins développés qui la composent ? que, à défaut d'ajustements monétaires (les dévaluations d'antan) et budgétaires (les fonds structurels qui ont abreuvé l'Irlande, l'Espagne, le Portugal et la Grèce et que les États contributeurs nets ne peuvent plus payer), l'incontournable variable d'ajustement sera le marché du travail ? En d'autres termes, en verrouillant tous les instruments permettant d'amortir le différentiel de conjoncture et de développement entre les économies hétérogènes et surendettées de l'Union européenne, on n'offre plus que l'alternative suivante aux populations : soit l'ajustement salarial à la baisse pour importer des activités productives (ou endiguer leur fuite) soit le chômage de masse et l'éviction des dépenses d'investissement par les dépenses sociales.

Aujourd'hui, Nicolas Dupont-Aignan, qui a toujours figuré parmi les sceptiques, franchit le Rubicon en demandant la sortie de l'euro et en lançant une pétition. Sans doute n'a-t-il jamais été si près d'avoir raison.

[1] Dominique Garabiol, administrateur de la fondation Res Publica et directeur à la Caisse nationale des caisses d'épargne, Jean-Luc Gréau, économiste indépendant, auteur de [L'Avenir du capitalisme](#) et de [La Trahison des économistes](#), Jean-Pierre Patat, conseiller au CEPII, ancien directeur général à la Banque de France, auteur d'une *Histoire monétaire de la France* et d'une [Histoire de l'Europe monétaire](#), confrontés aux réactions d'Alain Dejammet, ambassadeur de France et président du conseil scientifique de la fondation Res Publica, Francis Gutmann, ambassadeur de France et ancien directeur général de Gaz de France, Jean-Pierre Cossin, conseiller-maître à la Cour des comptes, et Jean-Paul Escande, ancien président de banque.